

« Pendant des années, on a alerté , m

La crise politique et économique au Venezuela a poussé près de huit millions de personnes à l'exil. En Belgique, la petite communauté est essentiellement composée de réfugiés politiques.

TÉMOIGNAGE

LORRAINE KIHL

Depuis samedi, c'est une petite musique dans un coin de sa tête : rentrera, rentrera pas ? C'est que l'équation n'est pas si simple et la question prématuée. N'empêche, huit ans après sa fuite du Venezuela et son arrivée à Liège, Rafael Valdes Daussa peut se permettre d'entretenir un espoir prudent : la fin de la dictature. A supposer que le régime en place ne survive pas à la capture de Nicolás Maduro. Alors, la question trotte en arrière-fond avec la liste des pour et des contre. « Toutes ces années, on a essayé de parler aux politiques ici, d'alerter sur ce qui se passait au Venezuela pour avoir des actions fortes en matière de droit international. Mais ça n'intéressait personne. Et chaque jour qui passait était pour nous synonyme d'arrestations, de persécutions et d'exils. » Le trentenaire, membre de Volontad popular, un parti d'opposition de centre-gauche, précise d'emblée : il n'est pas un sympathisant de Trump, mais il a eu le mérite de faire quelque chose, lui.

Lorsque Rafael Valdes Daussa a débarqué en Belgique avec ses parents et ses deux frères, sa connaissance du pays s'arrêtait aux Diables rouges. C'est un ami réfugié qui lui a conseillé de venir, estimant que la famille avait un dossier solide pour demander une protection.

L'option espagnole avait été écartée par crainte sécuritaire, tout comme l'Amérique latine, assure Rafael Valdes Daussa. A l'époque, le Venezuela est secoué par de grandes manifestations, sur fond de crise politique. Manifestations pour lesquelles l'étudiant en communication sociale, qui gère la communication d'un conseiller municipal d'opposition, et sa famille sont très actifs, à l'échelon local. Alors que le mouvement

gagne en intensité, sa mère, avocate, fait le tour des prisons pour retrouver les opposants arrêtés dont les familles n'ont pas de nouvelles pendant parfois des semaines. « Les manifestations duraient depuis deux ou trois mois. On savait que si elles se prolongeaient, il ne fallait pas rester à la maison », raconte le Vénézuélien, dont la famille anticipait le risque de persécutions.

Lorsque la police débarque chez eux, en pleine nuit, ils sont cachés dans la maison de sa grand-mère maternelle. « On n'a su que le lendemain. Cette nuit-là, ils sont entrés dans plusieurs habitations pour arrêter les gens. Chez nous, ils sont allés dans les chambres, ils ont tout retourné, et ont même pris de la nourriture. Notre voisin, un avocat chaviste, est sorti de chez lui pour demander aux policiers s'ils avaient un document pour rentrer chez nous. Un policier a braqué son arme sur sa tête et lui a dit de se calmer et de rentrer chez lui s'il ne voulait pas être embarqué. » La famille va se cacher quelques jours avec l'espoir que ça se calme. Des jours durant lesquels la police repasse régulièrement à son domicile. « On a fini par comprendre que les persécutions n'allait pas s'arrêter, alors on a quitté le pays. » L'idée était d'abord de rester sur le continent, l'affaire de deux trois mois, le temps que les choses se tassent. Mais assez vite, il leur apparaît que non seulement l'exil risque d'être un peu plus long, mais que les lieux réellement sûrs ne sont pas légion. Alors pourquoi pas l'Europe ?

Un quart de la population en exil

En moins de dix ans, la crise politique et économique au Venezuela a conduit à un exode majeur, avec près de huit millions de ressortissants à l'étranger, soit plus du quart de la population. Des opposants politiques, mais aussi énormément de personnes fuyant des conditions économiques effroyables. Dans l'Union européenne, les Vénézuéliens représentent d'ailleurs le deuxième groupe national (derrière les Syriens) en matière d'asile.

C'est l'Espagne qui accueille à elle seule le gros (le très, très gros) des exilés, en l'occurrence plus de 350.000. Une situation qui s'explique par la proximité linguistique et les liens historiques, mais aussi et surtout par le fait que le pays accorde une protection humanitaire quasi automatique.

Ces dernières années, Rafael Valdes Daussa, qui travaille désormais chez Ikea, est bénévole au sein de Casa Venezolana, une ASBL qui s'efforce d'animer la petite communauté vénézuélienne du Royaume, notamment pour aider les nouveaux arrivants à trouver leurs



Rafael Valdes Daussa peut se permettre d'entretenir un espoir prudent : la fin de la dictature. © MICHEL TONNEAU.

marques. En l'occurrence, quelques centaines de demandeurs d'asile se présentent chaque année en Belgique (316, entre janvier et novembre 2026, contre 443 l'année précédente, avec un taux de reconnaissance de 22 %). Au total, Statbel estime entre 1.400 et 3.600 le nombre de Vénézuéliens en Belgique, selon qu'on regarde la nationalité ou le pays de naissance (les personnes ayant la double nationalité apparaissent comme belges). Une migration d'asile, essentiellement.

Samedi, c'est un appel de sa mère qui a

réveillé Rafael : « Il se passe quelque chose à Caracas. » Il a d'abord eu peur pour ses proches – en cas de blessure, comment payer les soins de santé ? – avant de voir que les civils n'étaient visiblement pas pris pour cible. « L'espoir est là. Mais on ne sait pas trop comment ça va tourner. Il ne suffit pas de décapiter une dictature pour qu'elle disparaîsse. »

« Plus de quatre millions de personnes ont toujours besoin d'une aide immédiate »

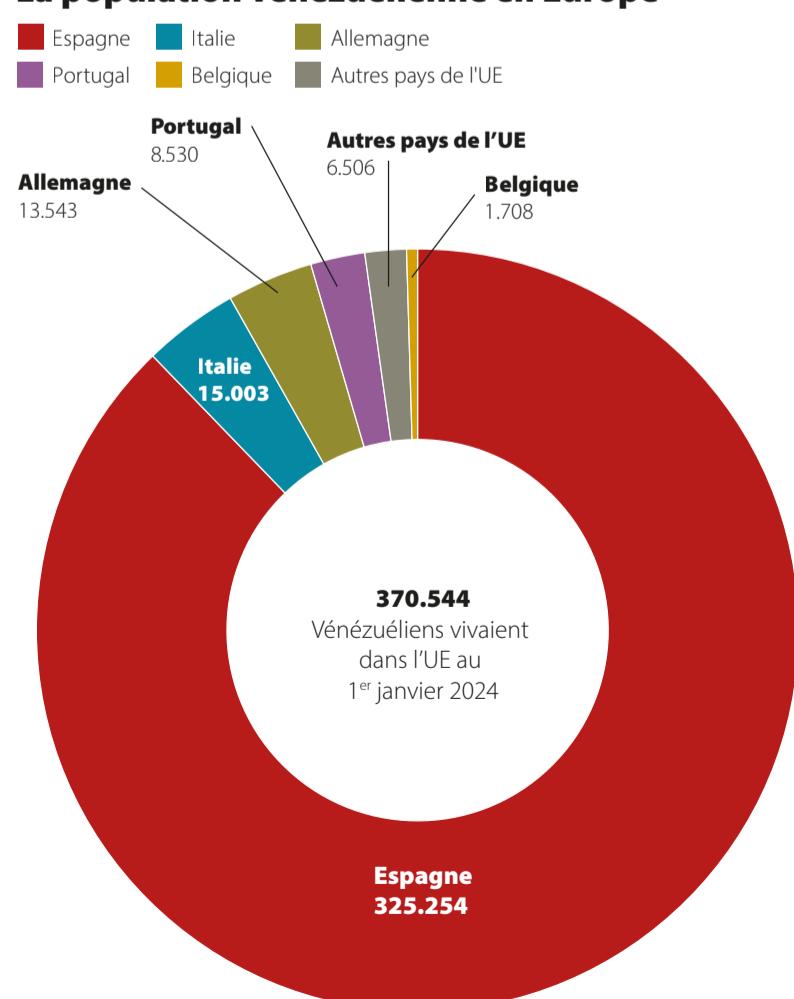
L'écroulement de l'Etat vénézuélien a provoqué ces dernières années un exode majeur qui a culminé à 10,6 millions de personnes en 2023, pour un peu moins de huit millions aujourd'hui – dont l'immense majorité se trouve en Amérique du Sud et dans les Caraïbes. « Le point de bascule a été 2018, avec la

situation d'hyperinflation », explique Mélanie Gallant, porte-parole du Haut-commissariat aux réfugiés (HCR) pour l'Amérique latine. « Les motifs d'exils sont variés : des persécutions, des violations des droits humains, une violence généralisée, un accès limité aux services essentiels et aux biens. En fait,

une absence, d'Etat de droit. » Vu l'ampleur des déplacements de population et la mixité des profils, le HCR et l'Organisation internationale pour les migrations travaillent depuis 2018 de concert. « Plus de quatre millions ont toujours besoin d'une aide immédiate dans les domaines liés à l'intégration, à la protection et

aussi à l'accès aux services essentiels, tels que le logement, la nourriture, l'eau, la santé et la documentation et l'éducation. Cette réponse humanitaire, bien qu'essentielle pour soutenir la stabilisation de ces populations déplacées dans la région, reste malheureusement largement sous-financée. » L.K.

La population vénézuélienne en Europe



Source : Eurostat

